Composition : La démocratie donne-t-elle le pouvoir au peuple ?

« Le pouvoir du peuple par le peuple », c'est l'ambition qui a guidée la révolution de 1789, en opposition à des siècles de despotisme.

Plus de deux siècles se sont écoulés et le modèle démocratique s'est étendu à une grande majorité de pays, sur tous les continents. Des crises – sociales et politiques – sont cependant venues remettre en question cet idéal révolutionnaire d'un pouvoir exercé par le peuple.

Ainsi, en France, la crise des gilets jaunes est venue questionner le pouvoir et la prise en compte du peuple « périphérique » en démocratie. Ailleurs, aux Etats-Unis et au Brésil, par exemple, des manifestations virulentes sont survenues en réaction à des décisions jugées trop autoritaires, voire anti-démocratiques, par les opposants aux présidents Trump et Bolsonaro.

On peut donc, aujourd'hui, se poser légitimement la question de savoir si la démocratie donne le pouvoir au peuple.

Pour y répondre, après avoir présenté comment l'ambition révolutionnaire du pouvoir du peuple en démocratie a évolué et se traduit aujourd'hui dans les institutions (A), nous exposerons les difficultés rencontrées par l'expression de ce pouvoir par le peuple et les perspectives qui se dessinent (B).

A. Le pouvoir du peuple en démocratie : une ambition encadrée par les institutions

Fruit d'un long cheminement historique, l'avènement de l'idéal révolutionnaire démocratique du pouvoir pris et exercé par le peuple (1) tente de se développer dans le cadre des institutions (2).

1. Une ambition révolutionnaire aux origines de la démocratie

La prise du pouvoir par le peuple symbolise la Révolution française et ancre la notion de pouvoir par le peuple notamment à travers la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1792. Cette prise de pouvoir a engendré des excès, à travers la Terreur, puis une période où des régimes non démocratiques se sont succédés : le Premier Empire, la Restauration, puis en 1830, la Monarchie de Juillet, qui même si Louis-Philippe s'intronise Roi des Français – et non Roi de France – reste une monarchie avec une très forte concentration des pouvoirs. La deuxième Révolution de 1848 vient réaffirmer la volonté du peuple de prendre le pouvoir et instaure dans la Constitution de la Deuxième République le principe du suffrage universel (masculin).

En France, les difficultés de prise du pouvoir par le peuple se sont traduites par la volonté d'institutions fortes qui puissent garantir la pérennité de la démocratie. Le pouvoir s'est ainsi trouvé séparé : le pouvoir exécutif donné au Président de la République, le pouvoir législatif confié au Parlement et le pouvoir judiciaire indépendant. L'élection au suffrage universel – étendu aux femmes en 1946 – permet au peuple de choisir ses représentants auxquels il donne mandat, pour exercer les pouvoirs exécutif et législatif. Quant au pouvoir judiciaire, il est aussi exercé par le peuple à travers les jurys populaires présents lors des procès en Cours d'Assises.

L'exercice du pouvoir par le peuple tente aujourd'hui de se développer dans le cadre de ces institutions.

2. Des institutions démocratiques structurantes

Des institutions fortes sont garantes de la démocratie mais peuvent éloigner le peuple du pouvoir. Héritières d'une tradition jacobine forte, les institutions en France ont longtemps conservé un pouvoir quasi-exclusivement centralisé, ce qui a contribué à alimenter le sentiment d'éloignement du pouvoir par le peuple. Ce n'est qu'en 1982, avec l'Acte I de la Décentralisation qu'a commencé le transfert des compétences de l'Etat vers des collectivités territoriales dotées des principes d'autonomie et de libre administration. Cette dynamique de décentralisation qui se poursuit aujourd'hui, contribue à rapprocher, physiquement, une partie du pouvoir vers le peuple.

Dans l'élan de la décentralisation, la démocratie participative et de proximité s'est développée pour répondre aux attentes des citoyens qui peuvent ainsi s'exprimer directement sur des sujets locaux. Ainsi, des conseils de quartier – obligatoires pour les communes de plus de 80 000 habitants – ont été créés pour permettre aux administrés de participer à la vie démocratique à l'échelle de leur quartier. De même, le développement des budgets participatifs qui permettent aux habitants de choisir, parmi un éventail de projets, ceux qu'ils souhaitent voir mis en œuvre, dans la limite d'un pourcentage du budget total défini par la collectivité.

Si des initiatives visant à redonner plus de pouvoirs aux citoyens existent et rencontrent du succès, de nombreuses critiques s'élèvent contre une certaine confiscation du pouvoir par les élites.

B. Des frustrations croissantes auxquelles pourrait répondre une démocratie plus directe

La défiance vis-à-vis des institutions démocratiques s'accroît (1) et pousse à s'interroger sur l'évolution du modèle démocratique (2).

1. Un pouvoir parfois ressenti comme élitiste et loin du peuple.

En France, la question de la représentativité démocratique est de plus en plus présente, notamment pour les minorités qui se sentent mal ou pas représentées. Ainsi, le sujet d'un scrutin davantage proportionnel pour l'élection des députés revient fréquemment, de la part notamment de partis politiques qui s'estiment sous-représentés à l'Assemblée Nationale. De même, des mouvements non représentés à travers un parti politique, comme celui des gilets jaunes, expriment leur frustration d'avoir le sentiment de ne pas être écouté et de ne pas avoir accès au débat politique. Enfin, des initiatives sont apparues pour militer pour le droit de vote des jeunes (à partir de 16 ans) qui est déjà à l'œuvre, par exemple, dans certaines régions d'Allemagne. L'addition des différentes minorités qui se sentent exclues de la vie démocratique peut constituer une masse critique qui pourrait menacer l'existence même de la démocratie qui ne serait plus l'expression d'un peuple uni.

Le désintérêt pour la vie démocratique semble croissant et s'illustre à travers des forts taux d'abstention des dernières élections présidentielle, européennes et municipales (hors crise sanitaire). Cette crise démocratique peut avoir des origines multiples (déception, perte de confiance envers les hommes politiques, non adhésion aux programmes proposés...) mais semble se renforcer et pouvoir bénéficier aux partis d'extrême droite et d'extrême gauche qui bénéficient alors d'un poids relatif plus important et peuvent mobiliser des électeurs sensibles à un discours qui s'oppose aux élites.

Le pouvoir semble parfois loin du peuple et la démocratie en danger. Sous peine de perdre sa légitimité, le modèle actuel doit se transformer.

2. Plus de pouvoir pour le peuple avec une démocratie plus directe ?

Les récentes crises – notamment celle des gilets jaunes - ont fait prendre conscience aux dirigeants politiques de la nécessité de faire évoluer le modèle démocratique pour améliorer la participation des citoyens à la vie démocratique et mieux répondre à leurs attentes. Ainsi, des cahiers de doléances ont été ouverts dans les mairies pour faire remonter l'expression des citoyens. Pour donner le pouvoir au peuple de soumettre et arbitrer une question, le référendum d'initiative citoyenne est mis en place. Autre exemple qui s'exprime sur le domaine environnemental : la convention citoyenne pour le climat a réuni 150 citoyens tirés au sort, pendant 9 mois, pour proposer des solutions visant à lutter contre le réchauffement climatique.

Au-delà de ces initiatives qui vont dans le sens d'une démocratie plus directe et donc d'un pouvoir plus proche du peuple, il semble important qu'elles s'accompagnent d'un travail sur le civisme. En 1835, inspiré par son expérience de la démocratie américaine, Alexis de Tocqueville, dans De la démocratie en Amérique, exprimait l'importance pour la démocratie d'un civisme actif, en rappelant que « ce n'est pas tant le despotisme, ni l'anarchie qu'il faut combattre mais bien l'apathie qui peut indifféremment conduire à l'un ou à l'autre ». Cette notion de « dynamisme civique » est d'ailleurs reprise par le philosophe Alain dans Les propos : « quiconque s'endort en liberté, se réveille en servitude ».

L'idéal démocratique révolutionnaire de l'exercice du pouvoir par le peuple pour le peuple s'est retrouvé confronté aux réalités des institutions nécessaires au fonctionnement et au maintien de la démocratie. Dans ce cadre précis, le peuple peut élire ses représentants et participer également directement à des choix démocratiques, essentiellement à l'échelle locale.

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent aujourd'hui pour exprimer une frustration démocratique. Défiance et colère s'accroissent et menacent un système politique jugé élitiste.

Des initiatives pour une démocratie plus directe se mettent en œuvre pour tenter de répondre à ces attentes ; elles devront être accompagnées d'efforts importants sur l'éveil ou le réveil du civisme pour s'inscrire efficacement et durablement.

Le défi est grand et fait écho aux mots d'Ernest Renan : « La démocratie est un plébiscite quotidien ».